



Fonction publique

29 Juin 2010

Salaires : du mépris et une baisse du pouvoir d'achat !

Eric Woerth et Georges Tron ont convoqué aujourd'hui une seconde séance de « négociations » salariales pour la période 2011-2013. En fait, les négociations qui auraient dû se dérouler au printemps, ont laissé place à une parodie méprisante pour les personnels. Des fuites savamment organisées dans la presse, des menaces sur l'engagement minimum du gouvernement d'accorder une hausse de 0,5% au mois de juillet (soit en fait + 0,25), des documents envoyés deux jours avant la réunion aux organisations syndicales, tout cela démontre le peu d'attachement au dialogue social porté par ce gouvernement.

Déjà, lors de la réunion du 25 juin dernier, toutes les organisations syndicales de la fonction publique avaient quitté la réunion, suite au refus du ministre d'apporter quelques réponses positives et immédiates à leur interpellation sur la valeur du point d'indice.

Dans un contexte où le gouvernement annonce la poursuite et l'accélération de sa politique de suppressions de postes et de destruction des services publics, les attaques contre les fonctionnaires et l'ensemble des agents publics redoublent.

Après les mesures contenues dans le projet de loi sur les retraites qui ciblent spécifiquement les fonctionnaires : hausse des cotisations, minimum garanti, mère de trois enfants..., le gouvernement s'attaque à notre pouvoir d'achat en annonçant le gel des salaires pour 2011. Il renvoie les décisions pour 2012 et 2013 à d'éventuelles réunions annuelles, mais Solidaires a très bien compris que celles-ci risquaient d'être du même acabit, voire pire que celle de 2011.

Déjà, le budget de l'action sociale est rogné et la réforme sur le supplément familial de traitement et l'indemnité de résidence se fera « au mieux » à budget constant.

Le ministre refuse toujours de reconnaître que les fonctionnaires aient subi une perte de plus de 9% depuis 2000 de leur pouvoir d'achat et considère que celui-ci a progressé en moyenne de plus de 3% par an depuis 2006. De qui se moque-t-on ? Il annonce des mesures pour 2011, qui ne sont que des mesures techniques qu'il aurait du appliquer.

L'octroi de l'effort « minimum » de 0,5% au premier juillet n'est que le maintien d'un engagement gouvernement. Pourtant, le ministre nous présente ce minimum comme un grand cadeau à des privilégiés.

Gel des salaires, hausse du taux de cotisation, prévision de l'inflation pour les trois prochaines années, ces données cumulées ne conduisent qu'à une seule conclusion, une chute de notre pouvoir d'achat. Cette politique est l'application par le gouvernement d'une politique de rigueur engagée dans toute l'Europe pour faire plaisir aux marchés financiers, au FMI, et aux agences de notation.

Ce gel des salaires est inacceptable !

Face à cette politique de rigueur (salaires, emplois, retraites), Solidaires appelle l'ensemble des personnels à se mobiliser et à faire grève le 7 septembre .

Ils veulent nous faire payer leur crise, ne les laissons pas faire !